

**PORTANT RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT****LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal N°AT-2024-1816 délivré le 04 décembre 2024 interdisant la circulation et le stationnement des véhicules sur diverses voies de la commune, en raison du Mapping à l'Église Saint-Jacques ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules sur diverses voies de la commune, en raison du Mapping à l'Église Saint-Jacques ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant au droit de l'Église Saint-Jacques intersection place de la Libération, rue Bernadotte et rue Tran, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux aux dates et horaires ci-après :

- Le Vendredi 13 Décembre 2024 de 18h30 à 21h15
- Le Samedi 14 Décembre 2024 de 20h00 à 21h15
- Le Mercredi 18 Décembre 2024 de 18h30 à 21h15
- Le Jeudi 19 Décembre 2024 de 18h30 à 21h15

ARTICLE 2 – La circulation des véhicules est interdite au droit de l'Église Saint-Jacques intersection place de la Libération, rue Bernadotte et rue Tran, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux aux dates et horaires cités à l'article 1^{er}.

La circulation des véhicules est déviée à la diligence des services de Police selon les besoins du moment.

ARTICLE 3 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 13/12/2024

Pau, le 12 décembre 2024